



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Janvier-février 2015 N° 82

NUMERO SPECIAL: LE TRAVAIL BUDGETAIRE DANS LES ÉTATS AMERICAINS

Le [State Priorities Partnership](#) (SPP) est un réseau d'organisations de la société civile qui se concentre sur l'analyse et le plaidoyer budgétaire à l'échelle nationale (infranationale) aux États-Unis. Le SPP est coordonné par le Centre sur les priorités budgétaires et politiques, et tandis que les contextes budgétaires dans lesquels les partenaires du SPP

travaillent sont généralement plus transparents et ouverts à la participation de la société civile que la plupart des contextes dans lesquels les partenaires de l'IBP travaillent, nous estimons que les membres des deux réseaux peuvent beaucoup apprendre les uns des autres. Cette question met en évidence le travail intéressant et innovant mené par les organisations du SPP, dont nous l'espérons, d'autres groupes budgétaires pourront s'inspirer et reproduire.

Renforcer l'influence politique

[Répondre à la proposition de budget de l'État en Californie](#)

[Elargissement de la couverture santé au New Hampshire](#)

Faire travailler des données budgétaires

[Utiliser les données pour lutter contre les idées fausses au Nebraska](#)

[Rendre publiques les données budgétaires : Créer des outils pour les citoyens](#)

Connectez-vous avec l'IBP



Outil de suivi budgétaire : Mise à jour du mois de février

Des améliorations ont été enregistrées en Bolivie, en Irak et au Niger; tandis que le Sierra Leone et le Timor-Leste sont à la traîne.

Vous pouvez dès aujourd'hui suivre les changements survenus dans la mise à disposition des documents budgétaires au fil du temps avec la nouvelle [section d'informations historiques](#) de l'Outil de suivi budgétaire.

[Consultez la mise à jour du mois de février](#) pour voir quels pays enregistrent des progrès, quels pays sont à la traîne et les actualités qui susciteront votre intérêt au cours du mois à venir.

Bienvenue aux nouveaux membres du personnel !

Nous sommes heureux d'accueillir [Claire Schouten](#) et [Carrie Ann Ahrens](#) au sein de l'équipe de l'IBP !

Claire nous rejoint en qualité de responsable principale du programme pour le plaidoyer international. Elle est spécialisée dans l'intégrité, la transparence, la responsabilisation et la participation en matière de gestion des ressources publiques. Claire a travaillé avec la société civile, des gouvernements, des entreprises et des bailleurs de fonds sur le développement organisationnel, l'apprentissage par l'action, le suivi et l'évaluation, et les orientations politiques.

Carrie est responsable du développement en charge de l'identification, de la culture, et du maintien des relations avec les donateurs, et contribue à faciliter les propositions de subvention et le processus d'élaboration de rapports. Avant de rejoindre l'IBP, elle exerçait les fonctions de consultante dans l'équipe de direction de KPMG du Fond pour la transparence et la gouvernance du DFID.

Le coin des blogs

[Messages du Blog sur les budgets ouverts](#)

Le coin des techniciens

[Des sites web et des applications publient les données de dépenses du gouvernement au grand public](#)

Publications

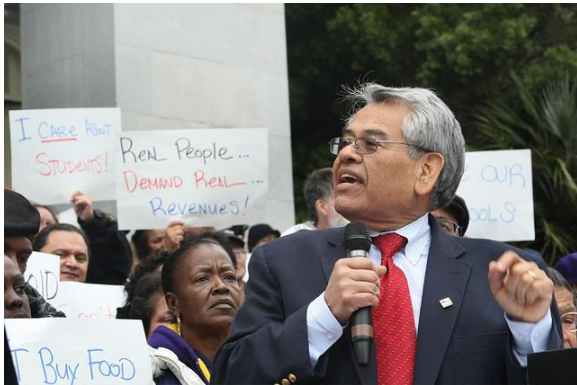
[Publications](#) de l'IBP

[Lectures complémentaires sur le terrain](#)

Renforcer l'influence politique

Répondre à la proposition de budget de l'État en Californie par Chris Hoene, California Budget and Policy Center

[Le California Budget and Policy Center](#) (« Centre budgétaire, » précédemment appelé le *California Budget Project*) est une organisation de la société civile qui est engagée dans l'analyse budgétaire et l'éducation du public dans le but de faire progresser les politiques qui améliorent les résultats pour les Californiens à revenu faible et intermédiaire. Une de nos plus précieuses contributions au processus budgétaire consiste à mener une série d'activités qui aident la société civile, les décideurs politiques, les médias et le grand public à comprendre les implications des politiques fiscales et de dépenses contenues dans la proposition de budget du gouverneur, et les réponses des organes législatifs de l'État à cette proposition.



Source : Flickr/SEIU

Le 10 janvier de chaque année, ou un peu avant, le gouverneur de Californie est tenu par la Constitution de l'État de publier une proposition de budget pour le prochain exercice. Lors de sa sortie, l'équipe du Centre budgétaire passe rapidement en revue la proposition et publie une déclaration via un communiqué de presse et nos canaux de médias sociaux qui donne un avis global sur le budget proposé par le gouverneur. Cette déclaration nous permet de cadrer le budget pour les décideurs politiques. Elle contribue également aux points de vue des défenseurs et des parties prenantes, et permet d'avoir une couverture médiatique de la proposition.

Ensuite, le Centre budgétaire réalise une « [première étude](#) » plus détaillée et substantielle, qui est publiée un ou deux jours après la publication de la proposition de budget. Cette analyse sommaire fournit un contexte considérable sur les questions qui nous préoccupent le plus. Par exemple, dans un certain nombre de domaines du projet de budget 2015-16, nous avons comparé les dépenses proposées par le gouverneur aux niveaux de dépenses antérieurs à la crise économique pour mettre en évidence la mesure dans laquelle l'État a réinvesti dans les systèmes et les services publics essentiels. Cette analyse nous a permis de résumer la proposition du Gouverneur dans des termes clairs et accessibles, en exprimant notre propre point de vue, tout en permettant aux lecteurs d'évaluer le projet de budget à la lumière de leurs propres questions et priorités.

Notre prochaine étape consistera à analyser les différentes propositions de recettes et de dépenses en détail et par domaine de prestation, et de présenter les résultats sous forme de graphiques et des

tableaux accessibles dans un « [recueil de graphiques](#). » Notre recueil de graphiques représente un travail considérable. Les versions numériques et imprimées du recueil de graphiques sont utilisées par le Centre budgétaire, les décideurs politiques et les défenseurs budgétaires pour une utilisation lors de présentations, de publications et d'autres documents visant à influencer les décisions sur le budget final. Le recueil de graphiques est une ressource précieuse pour le Centre budgétaire dans l'éducation des membres des organes législatifs et de leur personnel, qui collaborent avec les défenseurs et les autres intervenants clés, et comme un outil de sensibilisation du public pour la communauté en charge des services publics dans l'État. Il convient de noter que l'étendue du recueil de graphiques ne s'adresse pas aux médias.

Une fois que la publication du recueil de graphiques est prête, nous organisons généralement un événement d'information, ou une série d'événements d'information, sur la proposition de budget du gouverneur dans la capitale californienne de Sacramento. Alors que ces événements ciblent à l'origine le personnel législatif, nous avons remarqué que les séances d'information attiraient de plus en plus de défenseurs de la société civile. En 2014, nous avons également effectué une information sur le recueil de graphiques parallèlement à un webinaire, ce qui a doublé notre audience. Au cours des prochaines années, nous prévoyons d'organiser une série de séances d'information, ainsi que des webinaires ciblant des services et des questions spécifiques.

Alors que nous considérons que tous ces efforts ont été couronnés de succès, nous reconnaissons que le fait de couvrir l'ensemble du projet de budget est un défi majeur. Nous avons également constaté que la couverture complète de la proposition de budget est en concurrence la couverture ciblée des priorités des décideurs politiques et des militants. En réponse, nous produisons également un ensemble de publications courtes - des articles et des fiches d'informations de 1 à 2 pages, ou des « focus sur les données » d'une page sur des questions spécifiques dans le budget proposé. Ces publications plus courtes, ainsi que les messages publiés sur le blog, ont été extrêmement bien reçus, et les chiffres et les graphiques publiés dans ces documents sont régulièrement repris par les décideurs politiques et les militants tout au long de l'année.

Enfin, dans le cadre de notre travail d'analyse du budget proposé, nous fournissons également une série de séances d'information pour les caucus clés de la législature et encourageons les témoignages pendant les audiences législatives.

Nous avons tiré certains enseignements clés de ce processus au fil du temps, qui nous ont permis d'améliorer la façon dont nous soutenons les décideurs politiques et le personnel, ainsi que les défenseurs du secteur, dans leurs efforts pour influencer et améliorer les budgets publics. Il s'agit notamment :

- **D'être réactif** : Qu'il s'agisse du budget proposé par le gouverneur ou d'une proposition politique spécifique, nous tentons d'évaluer la proposition rapidement, de cadrer et de partager nos messages relativement tôt, puis d'effectuer une analyse détaillée qui appuie les efforts des décideurs politiques et des militant pour avoir une influence positive sur les politiques qui améliorent les résultats pour les Californiens à faible revenu et à revenu intermédiaire.
- **D'être sensible à notre public** : Le fait de présenter les preuves de notre analyse dans une variété de formats en fonction des différents besoins de nos publics cibles est très rentable.
- **D'être flexible** : Nous adaptions nos processus chaque année pour tenir compte des conditions et des opportunités spécifiques. Nous essayons également d'évaluer sérieusement si nos efforts donnent les résultats que nous souhaitons obtenir à long terme. Si nous constatons qu'ils ne le



Source : Flickr/Thane Plambeck

font pas, nous sommes prêts à réviser notre modèle précédent et à rechercher des nouvelles stratégies.

Pour plus d'informations sur le California Budget & Policy Center, veuillez consulter www.calbudgetcenter.org.

Elargissement de la couverture santé au New Hampshire par AnnMarie French, New Hampshire Fiscal Policy Institute

En 2014, l'État du New Hampshire a franchi une étape importante vers une plus grande équité en matière de santé pour des milliers de résidents qui travaillent d'arrache-pied. À la fin du mois de mars, le gouverneur a ratifié le Programme de protection de la santé du New Hampshire (NHPP), un programme qui a le potentiel d'élargir une assurance santé abordable à près de 50 000 personnes à faible revenu.

L'adoption de la loi a marqué plus de 20 mois d'efforts menés par le New Hampshire Fiscal Policy Institute - en sa qualité d'analyste, de militant et de communicant - pour assurer que l'État capitalisait sur les changements de la politique de santé au niveau fédéral, qui a fourni les fonds pour élargir une assurance santé abordable pour les résidents à faible revenu dans le New Hampshire..

Soins de santé en Amérique

L'une des principales initiatives politique de l'administration Obama a été de réformer l'assurance-santé américaine. La *Loi Affordable Care Act* (ACA - loi sur la protection des malades et les soins abordables), parfois appelé « Obamacare », a été signée dans la loi fédérale en 2010 dans le but d'assurer que tous les Américains avaient accès à une couverture médicale. La partie Medicaid Expansion de la loi a fourni un financement aux États afin qu'ils élargissent une couverture de santé abordable aux résidents à faible revenu.

Travailler au niveau de l'État

Le New Hampshire Fiscal Policy Institute (NHFPI) est un organisme indépendant sans but lucratif qui travaille au niveau de l'État. Nous nous consacrons à la recherche, au développement et à la promotion de politiques publiques qui favorisent les opportunités économiques et la prospérité pour tous les habitants du New Hampshire, en mettant l'accent sur les familles et les personnes à revenu faible ou modeste.

Au cours des nombreux mois de débat de la politique sanitaire dans le New Hampshire, nous avons travaillé pour aider les décideurs politiques et le public à comprendre l'impact de l'élargissement de Medicaid sur l'économie, le budget, et les habitants de l'État. Nous avons également aidé une large coalition de partenaires à articuler leur soutien en faveur de l'élargissement et à façonner l'opinion publique

Lorsque le personnel du NHFPI n'était pas occupé à donner des présentations publiques, à parler aux journalistes ou à participer à des interviews de radio ou de télévision, nous aidions à préparer les législateurs et

les dirigeants d'organisations partenaires à en faire de même. En outre, nous avons été régulièrement consultés par les responsables législatifs, le personnel de direction, et les législateurs individuels sur la substance et le calendrier des modifications proposées à la loi.

Les effets de la réforme



Source : Flickr/ReSurge International

Des le début du mois de mars 2015, plus de 36 000 personnes ont été recrutées dans le NHHPP. Au cours des six premiers mois de mise en œuvre, le nombre de patients sans assurance qui ont recherché des soins dans les services d'urgence a diminué de 17 pour cent - ce qui était la preuve que le programme réduisait les coûts des soins non remboursés et que les patients recevaient des soins de santé dont ils avaient besoin dans des contextes plus rentables.

Le NHHPP devrait rapporter jusqu'à 2,4 milliards de dollars dans l'économie du New Hampshire jusqu'en 2020. Pourtant, s'il n'est pas approuvé à nouveau par le législateur, le NHHPP viendra à échéance à la fin de l'année 2016 et privera des milliers de personnes nouvellement assurées d'un accès à une couverture santé abordable. Cela obligera bon nombre de ces personnes soit à renoncer aux soins de santé dont elles et leurs familles ont besoin, soit à faire des compromis entre autres nécessités pour pouvoir s'offrir des services de santé.

Prochaines étapes

Les législateurs du New Hampshire débattent actuellement du budget 2016-2017 de l'État. En collaboration avec nos partenaires, nous sommes engagés dans les efforts de promotion des avantages de la réautorisation du NHHPP et de l'inclusion du financement du programme dans le prochain budget. Dans le même temps, nous nous efforçons d'éduquer les législateurs, les décideurs politiques et le grand public sur les dangers de réductions d'impôt proposées, qui menacent la capacité de l'État au service ses citoyens, à favoriser la croissance économique et à maintenir des collectivités saines Tandis que la lutte contre la réduction des ressources continue, la législature semble prête à réduire à nouveau les programmes de santé et de services humains vitaux.

Grâce à une analyse régulière, des témoignages, des publications et des présentations publiques, nous continuerons de démontrer la sagesse budgétaire du NHHPP et des autres politiques publiques qui favorisent les opportunités économiques et la prospérité pour tous les habitants du New Hampshire, en particulier les familles et les personnes à revenu faible ou modéré.

Pour plus d'informations sur le Hampshire Fiscal Policy Institute, veuillez contacter AnnMarie French à l'adresse afrench@nhfpi.org ou la suivre à [@NHFPI](https://twitter.com/NHFPI) sur Twitter.

Faire travailler des données budgétaires

Utiliser les données pour lutter contre les idées fausses au Nebraska par Chuck Brown, OpenSky Policy Institute

The [OpenSky Policy Institute](http://www.openskypolicyinstitute.org) est une organisation non partisane qui effectue des recherches et des analyses des finances publiques dans l'État américain du Nebraska. Notre objectif principal est de produire des données et des preuves pour encourager un débat mieux informé sur les budgets de l'État et aider les législateurs à prendre de meilleures décisions en matière de politique.

Les travaux de recherche récents de l'*OpenSky Policy Institute* au Nebraska illustrent le pouvoir que représente l'utilisation des données pour lutter contre les idées fausses et contribuer significativement à l'amélioration des politiques.

Contribuables ruraux vs. contribuables urbains



Une croyance de longue date dans le Nebraska est que les personnes vivant dans les zones urbaines paient plus d'impôt que celles qui vivent dans les zones rurales. L'hypothèse est que même si les agriculteurs paient des impôts fonciers, ils peuvent facilement éviter de payer des impôts sur le revenu en achetant des machines et des produits lorsqu'ils sont bénéficiaires sur une année donnée, de réduire ainsi leur revenu net et de contribuer

dans une moindre mesure aux caisses de l'État par rapport aux contribuables urbains.

Au cours de ces dernières années, la valeur des terres agricoles dans le Nebraska a grimpé en flèche. La hausse des prix fonciers dans les zones rurales ont entraîné de fortes augmentations des impôts fonciers, tandis que les revenus ruraux n'ont pas suivi le même rythme. Quel a été l'impact sur les contributions fiscales des habitants des régions rurales ?

Nos travaux de recherche ont montré que depuis 2007, les habitants ruraux du Nebraska ont payé beaucoup plus d'impôts fonciers et d'impôts sur le revenu que les contribuables vivant dans les zones urbaines. Autrement dit, l'hypothèse qui consistait à affirmer que les citoyens paient plus d'impôt n'est plus vraie aujourd'hui.

Trouver les données

Il a été très difficile de trouver un moyen d'obtenir des données solides dans le cadre de cette discussion. En outre, cela a nécessité une réflexion créative, expliquant en partie la persistance de ces idées fausses. La taille et le caractère des exploitations agricoles varient considérablement - depuis les fermes d'agrément à temps partiel aux grandes exploitations commerciales - ce qui rend difficile de faire des comparaisons précises entre les agriculteurs et les non-agriculteurs.

Cependant, le Nebraska est divisé en 93 comtés et des données détaillées sont souvent disponibles au niveau du comté. En combinant les données sur les impôts, le revenu, la population et d'autres données provenant de sources multiples, nous avons pu regrouper les comtés en fonction de leur prévalence en terres agricoles. Ce processus nous permet de mesurer le montant de l'impôt sur le revenu et de l'impôt foncier par habitant et en pourcentage du revenu pour chaque comté, et de comparer les comtés fortement agricoles avec les zones les plus urbaines.

Grâce à ces deux mesures, alors que les impôts sur le revenu sont moins élevés dans les zones agricoles, le cumul des impôts fonciers et des impôts sur les revenus est nettement plus élevé, ce qui indique fortement que la précédente hypothèse est fautive.

Avoir une meilleure compréhension des finances publiques

Notre note d'orientation sur les taxes rurales a reçu beaucoup d'attention de la part des législateurs et des [journalistes](#) à travers l'État. À l'époque, l'organe législatif discutait des impôts fonciers, qui sont la plus grande source de financement pour les écoles du Nebraska. Nos données ont contribué à fournir de nouvelles perspectives dans ce débat et à remettre en question les hypothèses.

Ceci n'est qu'un exemple du travail d'OpenSky. Même si cette analyse a suscité un intérêt élevé parmi le grand public, nous effectuons également des examens plus approfondis sur des questions d'une importance cruciale pour la gouvernance de notre État. Il s'agit notamment d'enquêter sur le [processus budgétaire de l'État](#) et le [financement de l'éducation](#), deux questions sur lesquelles nous avons publié des documents exhaustifs. Le fil conducteur de tous nos travaux consiste à laisser les données orienter notre travail.

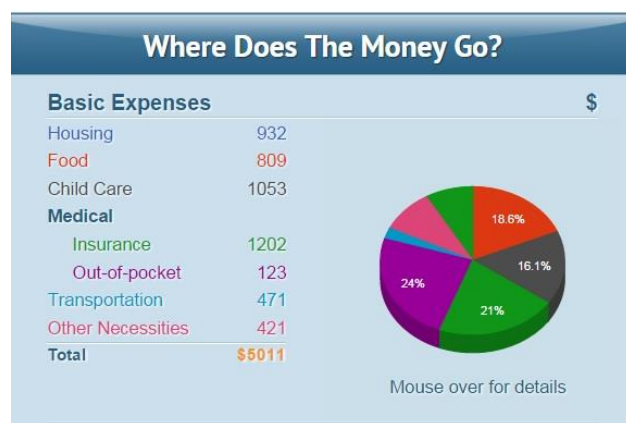
Notre approche a rencontré un certain succès. Les données et les preuves que nous avons obtenues ont poussé les législateurs à rejeter les propositions de réductions spectaculaires d'impôts sur le revenu qui auraient fait porter la charge fiscale sur les contribuables à faible et moyen revenu, laissant des déficits importants dans le budget de notre État. Notre travail a également encouragé l'État à mener une étude approfondie du code fiscal et à adopter des mesures qui permettront au grand public d'examiner les subventions aux entreprises de notre État.

Nous avons constaté que la plupart des législateurs apprécient nos recherches et nos analyses, car elles contribuent à clarifier des débats complexes. En outre, nous nous réjouissons de voir que notre travail façonne le dialogue sur les politiques de notre État d'une manière qui profitera à tous les habitants du Nebraska.

Pour plus d'informations sur l'OpenSky Policy Institute, veuillez consulter www.openskypolicy.org.

Rendre publiques les données budgétaires : Créer des outils pour les citoyens par Oliver Bernstein, Center for Public Policy Priorities

Le [Center for Public Policy Priorities](#) (Centre pour les priorités des politiques publiques) est une organisation de politique publique à but non lucratif indépendante basée dans l'État américain du Texas. Nous utilisons les données et l'analyse pour plaider en faveur de politiques qui offriront à tous les Texans la chance d'être compétitifs et de réussir dans la vie. Nous abordons des questions telles que la santé, l'éducation et les opportunités économiques. Qu'il s'agisse de documenter le montant des moyens financiers nécessaires pour soutenir une famille, ou de souligner les choix difficiles auxquels les familles de travailleurs sont confrontées pour survivre, le Centre fournit des données et des histoires qui mettent en évidence les défis que doivent relever au quotidien les Texans à faible revenu et à revenu moyen, ainsi que les conséquences pour le Texas si nous ne parvenons pas à agir.



Source : [forabettertexas.org](#)

d'accéder aux données spécifiques à leurs régions d'origine.

Pour que la plupart des familles parviennent à joindre les deux bouts, elles auraient besoin de gagner deux fois le niveau de pauvreté fédéral (à savoir, environ 50 000 dollars pour une famille de quatre personnes à Austin, TX). Les budgets familiaux analysent également la mesure dans laquelle les emplois les plus communs dans la région peuvent soutenir les dépenses de base d'une famille.

Faire vivre les budgets

Pourtant, l'outil ne consiste pas uniquement à estimer les budgets familiaux. Il pose également la question de savoir ce qui se passe lorsque les familles n'ont pas un revenu suffisant. En mettant en évidence les dépenses spécifiques de base qui composent le budget d'une famille, il est facile de voir comment les familles sont contraintes de faire des choix difficiles, tels que le choix des services de garde des enfants de qualité inférieure, le fait de vivre dans des logements insalubres ou de se priver d'assurance médicale afin d'élargir leur revenu limité. Malheureusement, ces choix peuvent exposer les familles à un risque accru de rencontrer des problèmes de sécurité ou de santé.

En 2013 nous avons également réalisé un documentaire intitulé [A Fighting Chance](#), pour mettre une histoire personnelle derrière les statistiques révélatrices des données relatives aux budgets familiaux. Le documentaire explore les différentes situations et les différents événements qui peuvent plonger une famille dans la crise et la pauvreté.

Notre objectif vise à sensibiliser le public aux difficultés rencontrées par les familles qui ont un revenu limité et à fournir un point de référence réaliste pour la planification et l'évaluation au niveau local et de l'État, afin que nous puissions construire une volonté politique pour des politiques publiques intelligentes qui augmentent la sécurité économique pour tous les Texans.

Résultats de la « tournée » des budgets familiaux

L'outil au service des budgets de la famille est à la fois puissant et facile à utiliser, mais les personnes trop occupées ont toutefois besoin d'un guide descriptif et narratif. Afin de promouvoir l'outil et d'aider les gens à comprendre ce qu'ils peuvent faire, nous avons entrepris une tournée de « roadshows » dans toutes les communautés à travers l'État. Pendant chacun des « roadshows », un présentateur aide les personnes à « tirer des conclusions » - en expliquant comment utiliser l'outil, en répondant aux questions posées par la communauté, et en aidant les gens à comprendre certaines des implications des résultats. À ce jour, nous avons partagé l'outil au service des budgets des familles du Texas et le documentaire dans 18 villes représentant plus de 2200 Texans.

Au niveau local, un Conseil pour le développement de la main-d'œuvre a utilisé les données des budgets familiaux afin de déterminer quels diplômes scolaires devront être financés par des fonds publics en fonction des métiers susceptibles ou non de supporter une famille. La Fondation des femmes de Dallas a utilisé nos budgets familiaux comme moyen de sensibiliser le public sur les [questions économiques pour les femmes](#) au Texas et dans neuf régions métropolitaines. Afin d'informer les politiques de l'État sur les droits des électeurs, les données sur les budgets familiaux ont été utilisées pour démontrer comment les frais supplémentaires pour obtenir l'identité des électeurs seraient prohibitifs, représentant un impôt de capitation pour les Texans qui ont un revenu faible, et constituerait « une charge inconstitutionnelle sur le droit de vote... ». Bien que la [décision du juge fédéral à Corpus Christi](#) ait été annulée par la Cour suprême fédérale, l'impact des données de sécurité économique de la famille sur le façonnement de la loi de l'État a été démontré.



Source : Flickr/Pak Gwei

Ce que nous avons appris

La conception de l'outil au service du budget de la famille nous a également enseigné quelques principes de base qui pourraient être utilement appliqués à un large éventail d'outils de données. Ces principes sont :

1. La personnalisation des données les rend plus pertinentes pour les communautés locales.
2. Les gens bénéficient d'un guide qui peut fournir un contexte et permettre de « tirer des conclusions » entre les données budgétaires et la vie quotidienne.
3. Le fait de fournir des informations aussi bien sur les revenus (dans l'outil au service des budgets de la famille, les revenus comprendraient les emplois et les revenus) que sur les dépenses permet d'avoir une vision plus complète des budgets.

Pour plus d'informations sur le Center for Public Policy Priorities, veuillez consulter www.forabettertexas.org.

Le coin des blogs

Dans le blog des Budgets ouverts

[Myanmar a besoin d'une meilleure gouvernance et pas seulement d'un gouvernement plus fort](#)

Myanmar a subi des changements de gouvernance dramatiques au cours des dernières années. Par ailleurs, les donateurs internationaux travaillent sur un ambitieux programme de soutien à la réforme des finances publiques. Mais, ce soutien est-il actuellement trop centré sur le renforcement du gouvernement, au détriment du soutien à une gouvernance plus ouverte et plus participative

[Le coût de la réforme des retraites en El Salvador](#)

Les travailleurs salvadoriens ont perdu des centaines de millions de dollars en intérêts que le gouvernement aurait dû payer sur les retraites de l'État, selon une récente décision rendue par la Cour suprême de justice d'El Salvador. Rocio Campo, de l'IBP, examine les tenants et les aboutissants du débat actuel sur les retraites et l'impact que la réforme pourrait avoir sur le montant des fonds disponibles pour les autres services publics.

[Faire participer le public dans le budget : Messages de Twitter au Kenya](#)

Comment pouvons-nous utiliser la technologie pour aider à faire participer le public aux questions budgétaires ? Ce message examine comment l'IBP Kenya a utilisé Twitter, en particulier les chats Twitter, pour faire participer le public dans une discussion relativement technique sur la façon dont les recettes au Kenya doivent être partagées entre les 47 comtés.

Le coin des techniciens

Des sites web et des applications publient les données de dépenses du gouvernement au grand public

Les gouvernements sont de plus en plus réactifs aux appels internes et externes pour augmenter le niveau de transparence dans leurs processus et leurs systèmes budgétaires publics comme moyen de gérer les ressources publiques de manière plus efficace et efficiente afin de mieux répondre aux besoins et priorités de leurs citoyens. Au fur et à mesure que les gouvernements répondent à ces appels, les citoyens continuent à [exprimer leur soutien](#) en faveur de la transparence et de la responsabilité budgétaires. Toutefois, les budgets gouvernementaux peuvent être compliqués et techniquement difficiles à comprendre pour le citoyen moyen, c'est pourquoi la publication d'informations claires et simplifiées doit être une priorité pour les gouvernements. Les sites web et les applications sont devenus un moyen populaire, relativement peu coûteux et facile pour les gouvernements d'informer les citoyens sur l'utilisation de leur argent.

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a publié le Budget du Président de l'exercice 2016 [dans un format lisible par machine](#). Grâce à ces données, Socrata (une société de logiciels en cloud qui aide les organisations du secteur public à améliorer la transparence et le service aux citoyens) a lancé une expérience interactive appelée l'[Open Budget application](#) (l'Application du budget ouvert). Les utilisateurs peuvent s'exercer à explorer les priorités et les initiatives de dépenses de l'administration. En plus du gouvernement fédéral, plusieurs administrations municipales aux États-Unis utilisent cette plateforme.

Aux niveaux des comtés et des villes aux États-Unis, les gouvernements ouvrent de plus en plus leurs livres au public qui utilise un logiciel comme [OpenGov](#) qui permet aux utilisateurs de consulter, par exemple, les dépenses par ministère. Il semble donc que le mouvement vers la transparence fiscale ne fait qu'augmenter. Un [rapport](#) publié en 2013 par l'*U.S. Public Interest Research Group* montre que 17 des 30 villes les plus peuplées du pays disposaient de plateformes financières ouvertes et consultables (veuillez consulter cette [liste](#) des huit meilleurs sites de transparence financière de la ville pour voir comment ils se comparent) et un autre [rapport](#) en 2014 a constaté que pour la première fois, chaque État disposait d'un type de site Web consacré à la transparence financière.

Même si nous ne pouvons pas prouver le lien direct entre les sites budgétaires comme ceux qui ont été mentionnés ci-dessus et l'amélioration de la prestation des services, les signes sont encourageants et porteurs d'espoir dans la voie de la transparence, la participation et la responsabilisation budgétaire.

Publications

Publications de l'IBP

« [Budget Brief No. 29 – Les entreprises publiques ont-elles changé dans le cadre de la déconcentration ?](#) » Il s'agit de la suite du [bulletin](#) précédent sur les entreprises publiques au Kenya. Ce document se penche sur le rôle de ces entités depuis le début de la déconcentration en 2012.

Lectures complémentaires sur les nouvelles du terrain

« [Development Entrepreneurship: How Donors and Leaders Can Foster Institutional Change](#), » un document de l'Asia Foundation et de l'Overseas Development Institute, décrit et explique une version de l'approche de l'Asia Foundation pour travailler en termes politiques. Cette approche est dénommée Development Entrepreneurship (L'entreprenariat au service du développement). Ce modèle opérationnel a été élaborée à l'origine par les [Philippines](#) et fournit une alternative cohérente et fondée sur des preuves aux pratiques classiques utilisées par les bailleurs de fonds.

L'article rédigé par Matt Andrews, « [Benefits and Costs of the Governance & Institutions Targets for the Post-2015 Development Agenda](#) » se penche sur les idées derrière les objectifs de développement pour l'après-2015 et l'intégration de la gouvernance dans ces objectifs. Toutefois, notant que les indicateurs de gouvernance sont susceptibles d'être inclus, l'auteur suggère de ne pas appliquer les mêmes objectifs à l'échelle mondiale, mais plutôt en permettant aux gouvernements de choisir un ensemble de processus et les résultats adaptés à leurs contextes individuels.

Dans l'article rédigé par Gianpaolo Baiocchi et Ernesto Ganuza, « [Participatory Budgeting: As If Emancipation Mattered](#), » les auteurs ont une réflexion critique sur la propagation de la budgétisation participative dans le monde et plaident en faveur d'un examen plus approfondi de certaines de ses caractéristiques les moins connues, comme par exemple combiner les réunions budgétaires et l'exercice du pouvoir.

Dans l'article paru dans *Nature*, « [Corruption: Good Governance Powers Innovation](#), » l'auteur tire la sonnette d'alarme et avertit que la corruption est un obstacle à l'innovation, et suggère qu'un plus grand contrôle des dépenses publiques est nécessaire si la science et la technologie doivent réaliser leur potentiel.

Le rapport de l'Open Data Institute, « [Supporting Sustainable Development with Open Data](#), » décrit les moyens dont les gouvernements, les donateurs et les organisations non gouvernementales internationales - avec le soutien des chercheurs, de la société civile et de l'industrie - peuvent appliquer des données ouvertes pour contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable.